

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE—LES MESURES ENVISAGÉES—LA MAJORATION DU TAUX D'INTÉRÊT BANCAIRE ET LE COÛT PRÉVU DES PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Statistique Canada ayant révélé ce matin que le coût de la vie est de plus de 7 p. 100 supérieur au niveau de mai l'an dernier et qu'il accuse la plus forte hausse d'avril à mai depuis 25 ans, j'aimerais demander au ministre si le gouvernement a décidé de prendre des initiatives immédiates en vue d'arrêter cette escalade du coût de la vie?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, j'ai pris connaissance des chiffres qui constituent évidemment pour le gouvernement un souci de tous les instants. Nous nous fondons encore sur nos analyses de la situation qui démontrent qu'il s'agit là avant tout d'une situation commerciale et qu'en fait environ le tiers de l'augmentation d'avril à mai est directement attribuable à l'augmentation de la taxe sur les ventes dans la province d'Ontario.

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Allons donc!

**Des voix:** C'est honteux!

**M. Stanfield:** Étant donné que, si l'on élimine tout ce que le ministre peut attribuer à l'augmentation de la taxe de vente en Ontario, il n'en reste pas moins que la hausse d'avril à mai est la plus forte à être signalée pour ces mois depuis 25 ans, le ministre est-il disposé à prendre les mesures qui s'imposent? Je tiens à me faire bien comprendre par le ministre. Si l'on élimine tout l'effet qu'a pu avoir l'augmentation de la taxe de vente en Ontario, c'est quand même la plus forte hausse du coût de la vie d'avril à mai à être signalée depuis 25 ans. J'aimerais demander au ministre s'il consultera au moins le premier ministre pour voir s'il peut faire accorder une plus haute priorité à la lutte contre l'inflation que celle qui lui avait été assignée dans le document qui a fait l'objet d'une fuite et où elle n'occupait que la septième ou la huitième place dans l'ordre des priorités.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur l'Orateur, je crains bien de ne pouvoir me mettre d'accord avec l'honorable représentant. Si l'on faisait abstraction de la hausse de la taxe de vente de l'Ontario, les chiffres en seraient modifiés.

**M. Hees:** Ce n'est pas ce qu'il a dit.

**Une voix:** C'est un argument spécieux.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Je me souviens du temps où l'honorable représentant et ses deux autres critiques financiers, le député d'Edmonton-Ouest et le député de Don Valley, exigeaient un déficit deux fois plus considérable que celui que nous avons prévu dans le budget, parce qu'ils avaient sous-estimé l'expansion dans ce domaine.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

### Questions orales

**M. l'Orateur:** A l'ordre. De toute évidence, nous nous acheminons vers un débat et il devrait être tenu de façon ordonnée. La parole est au chef de l'opposition qui veut poser une question supplémentaire.

**M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, bien sûr, le ministre des Finances pourrait commencer par répondre aux questions qui lui sont posées.

**M. Hees:** Ce serait du nouveau, mais bien rafraîchissant.

**M. Stanfield:** Vu qu'il ne fera rien, de façon générale, à l'égard de l'inflation, je voudrais lui demander s'il compte permettre que la majoration du taux d'escompte de la banque annoncée au cours de la fin de semaine et celle du taux préférentiel des banques annoncé hier se répercutent inévitablement dans toute l'infrastructure de l'intérêt, y compris les taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires qui toucheront les acquéreurs de nouvelles résidences? Le ministre compte-t-il laisser aller les choses ainsi ou envisage-t-il de proposer quelque initiative?

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur l'Orateur, la hausse des taux d'intérêt n'est pas occasionnée uniquement par la situation internationale, comme l'a affirmé un député, mais aussi par l'expansion remarquablement forte de l'économie qui a atteint le taux réel des 11.6 p. 100 au cours des six derniers mois et qui a suscité en mai la plus forte augmentation du nombre d'emplois dans l'histoire de notre pays, soit de 497,000 nouveaux emplois de plus qu'en mai dernier.

● (1420)

#### LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AU COURS FLOTTANT DU DOLLAR CANADIEN

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, au sujet de la hausse du coût de la vie, puis-je demander au ministre des Finances si lui et la Banque du Canada ont l'intention de continuer à permettre le flottement artificiel de notre dollar de façon à le maintenir au même niveau que le dollar américain, puisque, dans ce cas, les importations de légumes, de fruits et d'autres choses au Canada sont naturellement plus élevées que si l'on permettait au dollar de flotter tout simplement. Je lui demande donc s'il a l'intention d'éliminer ce caractère artificiel et de permettre au dollar canadien de flotter à un taux véritable.

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que le député ait examiné les cours du change en les analysant calmement comme il se doit. Le gouverneur de la banque, à titre de représentant du gouvernement, au moyen du fonds des changes, permet aux dynamiques du marché de dicter le taux de notre monnaie et son intervention se réduit à maintenir un marché ordonné dans les deux sens. Si le député examine les chiffres depuis que nous avons permis ce flottement, il verra que cela est vrai. Les chiffres relatifs à notre monnaie de change et à nos réserves sont le reflet de ce que ces interventions visant uniquement à assurer un marché ordonné se sont faites dans les deux sens du marché.

**M. Lewis:** Sans convenir de ce que le ministre a dit, je lui demande s'il veut par là nous persuader que le fait que le dollar canadien ait presque la parité avec le dollar américain—si faible que soit la valeur de celui-ci par suite de sa récente dévaluation—est une pure coïncidence, ou